

Deuxième Partie Services Aériens.

Titre IV : Services Aériens Privés.

Article 176 : Conditions de circulation : Les propriétaires et exploitants d'aéronefs de services privés, définis à l'article 118, autres que les aéro-clubs et les écoles d'aviation, n'ont besoin d'aucune autorisation spéciale pour circuler au Maroc ou au-dessus du Maroc, à condition que ces aéronefs soient immatriculés au Maroc, que les certificats de navigabilité et les licences de personnel soient en état de validité, que les livres de bord soient tenus à jour et qu'ils se conforment à toutes les dispositions concernant la sécurité de la circulation aérienne, prévues par le présent décret.

Article 177 : Interdictions : Les aéronefs de services privés ne peuvent en aucun cas assurer des services de transport public.

Les aéronefs de tourisme destinés au service personnel de leur propriétaire ne peuvent effectuer d'opérations aériennes commerciales.

Les aéronefs destinés au service particulier d'une entreprise industrielle ou commerciale ne peuvent effectuer entre deux points du Maroc desservis par une entreprise de transport aérien régulier, des vols à jours fixes de la semaine et avec une fréquence telle, qu'ils puissent constituer une série de vols réguliers.

Article 178 : Carnet de passage en douane : La Fédération royale marocaine des sports aéronautiques est habilitée à délivrer aux aéronefs marocains de services privés des carnets de passage en douane valables pour les Etats qui acceptent lesdits carnets.

Article 179 : Aéronefs étrangers : Les propriétaires ou exploitants d'aéronefs étrangers utilisés à des services privés qui désirent, soit atterrir au Maroc, soit y effectuer seulement des escales techniques doivent se conformer aux dispositions de l'article 124 du présent décret.

Les propriétaires d'aéronefs étrangers de services privés qui désirent séjourner pendant une certaine période au Maroc à des fins purement touristiques, pourront obtenir du directeur de l'air un permis provisoire dont la durée ne pourra excéder six mois.

Tout aéronef de services privés en usage au Maroc pendant plus de six mois doit obligatoirement être immatriculé sur le registre marocain,